



**Intervention CGT IDF du 24 Septembre 2012 : CIAEN Ile-de-France**  
**Une attente forte de changement confirmée par une rentrée 2012 difficile marquée encore par l'héritage d'une politique désastreuse.**

Cette nouvelle rentrée scolaire de septembre 2012 des lycéens, collégiens et écoliers franciliens porte l'héritage de réformes contestées avec une montée importante d'effectifs élèves en IDF, 1500 emplois en moins avec une baisse dramatique de 1200 postes d'enseignants au niveau des lycées en IDF. Les mesures d'ajustement du nouveau gouvernement n'ont pu influencer de manière significative sur le changement attendu par toute la communauté scolaire. Les tensions demeurent importantes tant au niveau de l'accueil des élèves, du remplacement des enseignants que de la poursuite des réformes contestées sur tout le système éducatif. La prise en compte des tensions au quotidien demeure indispensable et doivent trouver des réponses aux demandes des personnels et des familles.

**La CGT a milité pour un changement de politique y compris de président lors des élections présidentielles de mai 2012. D'importants chantiers sont ouverts depuis juillet 2012 : la Refondation de l'école, la Formation Professionnelle, la jeunesse sont des priorités affirmées qui concernent directement le Conseil Inter académique de l'Education Nationale en IDF. Ces chantiers suscitent beaucoup d'espoir dans un véritable changement indispensable aux politiques scolaires libérales menées depuis de trop nombreuses années.**

La CGT se tourne vers l'avenir et estime indispensable de procéder à une évaluation approfondie des différentes réformes du système éducatif de la maternelle à l'université depuis la loi Fillon de 2005. Cela concerne bien sûr aussi les réformes des 3 voies des lycées mises en œuvre depuis la rentrée 2009 avec la généralisation du BAC PRO 3 ans puis celles des voies générale et enfin technologique à la rentrée 2011.

**Par exemple, l'impact de ces réformes sur le décrochage scolaire** accompagnée de suppression massive d'emplois dans l'éducation nationale dans la dernière décennie doit être pris en compte selon la CGT. **Dans ce sens, nous avons apprécié l'initiative régionale IDF** de préparer et tenir des Assises Régionales contre le décrochage scolaire ce samedi 22 septembre 2012 à Paris. Cela interpelle bien sûr l'Etat et ses administrations de l'Education Nationale, les Collectivités territoriales ainsi que tous les acteurs de terrain.

Néanmoins, il faut bien constater que manifestement l'ETAT avec ses structures académiques n'a pas pleinement pris part aux travaux de ces assises régionales IDF du 22 septembre 2012 ni d'ailleurs les représentants des entreprises sur l'alternance par l'Apprentissage des jeunes en formation initiale professionnelle, thématique pris en compte dans ses assises avec une rupture importante de contrats d'apprentissage. Pourtant, le diagnostic sur le décrochage des jeunes mérite d'être pleinement partagé entre tous les acteurs et décideurs de l'Etat et des Régions voire des partenaires sociaux. Pour la CGT, cela demeure une étape indispensable qui reste à faire qui ne pourra être réglée uniquement par une nouvelle étape à haut risque de décentralisation (Acte III) de l'ETAT vers les régions.

**Dans l'immédiat, la CGT formule le souhait que le CIAEN IDF** tienne une séance plénière avant les décisions actées en conseil régional de fin novembre 2012 sur le thème de la lutte contre le décrochage scolaire avec un état des lieux partagé. Cela devrait permettre l'élargir les contributions après les assises régionales du 22 septembre 2012. Il est vrai que le calendrier est serré avec le programme d'investissement régional PPI 2012 IDF dont nous attendons les propositions actuelles à la suite des nombreuses réunions initiées par l'Unité lycées de la Région avec la Vice Présidente depuis juin 2011.

De même, nous avons acté en séance restreint à la commission spécialisée de l'enseignement supérieur d'avril 2012 une nouvelle date de réunion dans le 1<sup>er</sup> trimestre de l'année scolaire 2012/2013 pour faire un point sur la situation de l'enseignement supérieur en IDF. La CGT estime indispensable de maintenir cette initiative tant il est vrai que l'accès à l'enseignement supérieur et la poursuite d'études est aussi un chantier prioritaire d'autant plus en IDF.